



## **ENCHERES AU MOBILIER NATIONAL : LA COMM' DE TROP !**

La presse a largement relayé ces derniers jours la décision de M. Hervé LEMOINE, Directeur du Mobilier national et des Manufactures, d'organiser une vente aux enchères de pièces de mobilier. Les bénéfices de cette vente seraient reversés à la Fondation Hôpitaux de Paris dont Mme MACRON est la Présidente.

La vente aux domaines de pièces des collections du Mobilier national n'est pas en soi scandaleuse et ces ventes sont régulièrement organisées. En effet, un certain nombre d'objets de nos collections, ne portant ni de valeur patrimoniale, ni de valeur usuelle (dégradations trop importantes, obsolescence de l'utilité...) peut et doit régulièrement être aliénés de nos collections. Les meubles qui seront vendus, de par leur nature, auront une très faible valeur marchande. A l'inverse, d'autres pièces sont régulièrement ajoutées à l'inventaire.

La communication faite autour de cette vente par notre direction est profondément maladroite et manque clairement de modestie. D'un point de vue éthique, ce ne sont pas ces quelques milliers d'euros qui pourront combler le trou béant de budget dont souffrent l'hôpital public et les personnels soignants.

Le Semm-CGT, avec les personnels du Mobilier national s'insurgent que les bénéfices de la vente soient reversés à une association privée et à fortiori quand celle-ci est dirigée par l'épouse du Président MACRON dont le gouvernement s'évertue méthodiquement à liquider le service public hospitalier depuis le début de son quinquennat : assez de larmes de crocodiles ! Ou sont les masques, les tests, les lits, le personnel et augmentations de salaire dans les hôpitaux ?

D'un point de vue des missions qui sont celles du Mobilier national et des Manufactures, la communication autour de cette vente est dans la continuité de la politique engagée contre notre établissement. C'est de la pub !

Le statut de notre établissement, aujourd'hui Service à Compétence Nationale (SCN) du Ministère de la Culture, devrait être transformé en Établissement Public (EP). Le seul motif de ce changement : permettre à notre institution de générer des « ressources propres ». Dès lors, depuis deux ans nous constatons la multiplication de manifestations privées : défilés de mode, foires internationales design, locations d'espaces et la création d'une ligne de meubles en édition commercialisable. Nous perdons le sens de nos missions, de notre travail et les collections patrimoniales sont mises en danger. Nous ne sommes pas des marchands.

Le Mobilier national et les Manufactures, ce sont avant tout des collections, propriété collective de la République et des agents fonctionnaires d'état chargés d'inventorier, administrer, créer, produire et restaurer ce patrimoine.

La gestion de cette vente aux enchères en cette période apparaît comme une provocation, cette maladresse est le signe d'un opportunisme où on a du mal à en voir les limites, qu'elles soient locales pour notre institution ou nationales pour la Présidence. Le SEMM CGT demande que les émoluments de cette vente soient donc versés pour la fonction publique hospitalière, mais pas par le biais d'une fondation privée.

Paris, le 5 mai 2020

Contact : [semmcgt@gmail.com](mailto:semmcgt@gmail.com) ou [semm.cgt@culture.gouv.fr](mailto:semm.cgt@culture.gouv.fr)